

L'Orient-Le Jour

Lundi 21 mai 2018

P.H.B.

Fitch reste prudente malgré les élections du 6 mai

Le déroulement et les résultats des élections législatives du 6 mai n'ont pas suffi à rassurer les principales agences de notation financière, alors que les consultations politiques devant aboutir à la formation d'un nouveau gouvernement doivent officiellement commencer cette semaine.

Après Moody's, qui a évoqué dans une analyse publiée lundi dernier le danger potentiel que représente le risque qui pèse sur l'endettement du pays face un possible renforcement du dollar sur le marché des changes, c'est au tour de Fitch de faire part de ses inquiétudes.

L'agence considère ainsi que les résultats des élections « n'ont pas fondamentalement modifié le statu quo politique » malgré l'adoption d'une nouvelle loi électorale en juin 2017, et craint que les enjeux confessionnels continuent de « freiner » l'action publique et le lancement des réformes exigées par les créanciers et les soutiens du pays. Fitch ajoute que le fait que le Hezbollah ait « ancré » sa présence au Parlement expose un peu plus le Liban « aux tensions liées à l'Iran ».

Cinq mois

Le premier défi dans ce contexte, poursuit Fitch, consiste pour la classe politique à s'entendre rapidement sur la formation d'un nouveau gouvernement, l'actuel devant rendre son tablier cette semaine et se charger de la gestion des affaires courantes jusqu'à la prise de fonctions du nouvel exécutif. « Un processus mené rapidement favorisera les entrées de capitaux », note l'agence. Fitch reste cependant sceptique sur la capacité des politiques libanais à parvenir rapidement à un consensus. Si l'agence affirme ne pas envisager une paralysie politique de deux ans, comme ce fut le cas de 2014 à 2016, elle estime cependant possible une réédition du scénario de 2009. Les partis avaient alors mis cinq mois pour s'entendre sur la composition d'un gouvernement d'union nationale.

L'agence alerte contre les conséquences d'un tel retard au vu de la situation du pays dont la dette publique est passée d'un peu plus de 51 milliards en 2009 à près de 80 milliards fin 2017, pour un ratio dette/PIB passé de 144 % à plus de 150 % sur cette période. En février, le Fonds monétaire international avait estimé que ce ratio risquait d'atteindre 180 % en 2023 si le pays ne lançait pas les réformes attendues par ses créanciers et ses soutiens.

Pour Fitch, un retard dans la formation d'un gouvernement empêcherait l'État de mener efficacement toute nouvelle politique en 2018, alors qu'il s'est engagé à lancer au plus vite d'importantes réformes structurelles dans le cadre de la Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (CEDRE). Le Liban a obtenu à l'occasion de ce rassemblement qui a eu lieu à Paris le 6 avril plus de 11 milliards de dollars en prêts et dons pour financer un programme de réhabilitation de ses infrastructures préparé par le gouvernement du Premier ministre sortant Saad Hariri. En retour, le pays s'est engagé en priorité à réduire son déficit budgétaire pour qu'il atteigne 5 % du PIB d'ici à cinq ans en dopant ses

recettes fiscales et en diminuant les subventions versées au secteur de l'électricité.

Or Fitch relève que le Liban n'a pas encore réalisé de progrès significatifs pour atteindre ces objectifs qui s'inscrivent sur le long terme et que le flou règne encore sur les pistes envisagées pour y parvenir. L'agence conclut en rappelant que le retard dans la mise en œuvre des réformes obligera de surcroît la Banque du Liban à continuer d'avoir recours à des « opérations financières non conventionnelles » – comme en 2016 et 2017 – pour maintenir la croissance des dépôts bancaires, de ses réserves de devises et maintenir ainsi la stabilité de la livre qui est arrimée au dollar depuis les années 1990. Vendredi, soit le lendemain de la publication du commentaire de Fitch, le ministère des Finances a annoncé avoir finalisé une opération d'échange de titres de dettes (swap) avec la BDL portant sur un montant de 5,5 milliards de dollars, afin de notamment permettre d'assurer les besoins en devises du gouvernement pour 2018.

Fitch a dégradé en 2016 la notation souveraine du Liban, de « B » à « B- » pour les titres de dette publique émis en devises et en livres, en relevant toutefois la perspective de « négative » à « stable ». Cette évaluation, qui s'aligne aujourd'hui sur celle de Moody's et de Standard & Poor's, reflète la faiblesse des finances publiques et de la croissance du pays ainsi que le risque élevé au niveau politique et sécuritaire. Elle tient également compte de la résilience du secteur bancaire du pays, du niveau élevé des réserves de devises et du fait que le Liban n'a jamais eu de défaut de paiement jusqu'à présent.